

PLAIDOYER POUR UNE ARMÉE EUROPÉENNE

Emmanuel Macron et Angela Merkel ont proclamé de concert la nécessité d'une armée européenne, en novembre 2018 et à nouveau lors de la signature du nouveau traité franco-allemand, le 22 janvier à Aix-la-Chapelle. Un projet qui a suscité critiques et remous.

Jamais avarés en sarcasmes, les eurosceptiques et conformistes de tous bords ont aligné depuis les contre-vérités historiques, dont la plus contestable est qu'il ne saurait y avoir d'armée européenne en l'absence d'une nation européenne, alors qu'au contraire l'histoire montre que c'est presque toujours l'armée et la guerre qui ont forgé les nations.

La vérité est que l'idée d'armée européenne fait peur. Synonyme d'autonomie stratégique, elle agace à l'extérieur de l'Union. Et parce qu'elle implique l'intégration, elle irrite à l'intérieur tous ceux qui s'accrochent à l'illusion de leur souveraineté passée.

Pourtant, la défense européenne est populaire. Selon l'Eurobaromètre, les Européens sont en moyenne 75 % à plébisciter la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), sorte de proto-armée européenne.

Alors avant de condamner l'idée au prétexte que sa mise en œuvre serait impossible, interrogeons-nous sur le fait de savoir si elle est souhaitable.

Les armées nationales européennes sont l'héritage d'une époque révolue dans laquelle des États-nations s'affrontaient sur un champ de bataille qui leur était parfaitement connu. L'effet de masse conjugué à l'effet de surprise et à la rapidité de la manœuvre pouvaient suffire à Napoléon, Joffre ou Rommel pour emporter la bataille. Toutes les nations pouvaient avoir une armée. Aujourd'hui, la donne a changé : dans un espace-temps qui n'est pas la guerre, mais qui n'est pas non plus la paix, les États européens ne sont plus en mesure de constituer de façon solitaire une capacité d'action dans les cinq théâtres d'affrontement que sont la terre, la mer, l'air, l'espace et le cyber.

Les capacités militaires critiques, censées apporter la victoire ou compenser un déséquilibre quantitatif, sont désormais hors de portée des États européens en termes de coûts d'ac-



© DR

quisition et plus encore de développement. Plus les armements sont sophistiqués, plus les coûts explosent. Cette explosion conjuguée à une décroissance des budgets a provoqué un redoutable effet de ciseau qui s'est traduit par des réductions considérables des formats des armées, la prolongation des équipements bien au-delà de leur date de péremption, le non-remplacement de capacités et un sous-investissement chronique dans la recherche et la technologie.

L'OTAN n'est plus une alliance mais un protectorat

Conscientes de cette situation, les nations européennes ont cherché refuge dans l'OTAN, c'est-à-dire auprès des Américains.

Durant la Guerre froide, l'OTAN a fonctionné au bénéfice exclusif des Européens. Elle a été le bouclier qui a empêché le pouvoir soviétique de pousser plus loin sa mainmise sur les peuples d'Europe centrale. Les Européens savent que leur défense ne vaut que par la garantie et les moyens des États-Unis. Ils se sont persuadés, à tort, que les Américains seront toujours là.

Donald Trump n'a fait qu'exacerber une tendance amorcée avant lui et qui se poursuivra après lui. Les Américains ont pris conscience que leur véritable compétiteur stratégique était la Chine et font le constat que, militairement, les Européens ne leur apportent rien. Pourquoi donc les soutenir à bout de bras ?

D'allié bienveillant, les États-Unis sont devenus un hégémon autoritaire qui monnaie sa protection et s'en sert pour imposer sa ligne politique et obtenir des avantages commerciaux.

Dans un monde de plus en plus dangereux, l'Europe ne peut plus se rêver en une vaste Suisse. Quand on est vieux, riche, incapable de se défendre, et entouré de voisins agressifs, le pacifisme n'est pas la solution.

L'Europe a bien essayé de multiplier les programmes, les projets,

les fonds et les institutions tout en laissant intouchée la souveraineté des États membres. Mais cette « Europe de la défense » n'a permis ni de répondre aux crises récentes ni d'acquiescer des équipements militaires en nombre et en qualité suffisants.

En dépit de toutes les initiatives récentes, la défense européenne ne produira pas une capacité militaire autonome, tout simplement parce qu'elle a vingt-sept cerveaux et un seul bras, atrophié de surcroît : la politique de sécurité et de défense commune. Cela ne marchera jamais. Ni maintenant, ni dans cent ans. La coopération nous a conduits dans l'impasse. Seule, l'intégration peut nous en sortir. Et c'est bien dans l'intégration que se trouve l'autonomie stratégique : comme l'ont prouvé MBDA et Airbus du point de vue industriel ou Galileo du point de vue opérationnel.

L'Union européenne a besoin d'une armée, pour se défendre et pour rester unie. Ce n'est pas une option. C'est une nécessité. 🇪🇺

Frédéric Mauro, avocat au barreau de Paris, établi à Bruxelles ; Olivier Jehin, journaliste à Bruxelles, spécialiste des questions de défense

POUR EN SAVOIR +

L'article a été publié dans le journal *La Croix* dans une version un peu plus longue : <https://www.la-croix.com/Debats/Forum-et-debats/Plaidoyer-armee-europeenne-2019-03-29-120101216>

DÉFENSE EUROPÉENNE : DES AVANCÉES, MAIS VERS OÙ ?

Depuis 2016, l'Union a changé de paradigme dans le domaine de la défense. Mais comment donner corps et vie à cette Union de la défense et de la sécurité ? La nouvelle mandature devra s'atteler au projet de la défense européenne qui seul permettra d'assurer la cohérence d'ensemble.

Après des décennies de surplace, avancées en demi-teintes, vraies reculades et autres pas de côté, les enjeux de défense européenne avancent enfin. Et, qu'on se rende bien compte du chemin parcouru en si peu de temps, celui d'une mandature : au jour où Jean-Claude Juncker prenait ses fonctions (en 2014), il aurait été imprudent d'évoquer l'activation de la Coopération Structurée Permanente (CSP). Or, c'est en grande pompe que celle-ci a été lancée en décembre 2017 par 25 (!) États membres. Il aurait été imprudent de ne serait-ce qu'évoquer la possibilité que le budget européen puisse financer des activités de recherche ou de développement de défense. Or, 5 ans plus tard, c'est un fonds dédié qui est en passe d'être créé, auquel est promis un budget conséquent de 13 milliards d'euros pour la prochaine période de programmation annuelle (seul montant sur lequel la Commission a engagé sa responsabilité politique). Le monde a changé, le paradigme européen en matière de défense aussi... et, au pas de charge.

Mais, ces avancées ne doivent masquer ni le chemin qui reste à parcourir ni les questions, pourtant fondamentales, qui restent à trancher. En premier lieu, la question de la cohérence d'ensemble du dispositif sera la plus urgente et le premier test, décisif, pour cette Union de la défense et de la sécurité encore en gestation. Les outils ont été créés, mais la manière dont ils fonctionneront ensemble reste encore incertaine. Or, il est essentiel que ceux-ci fonctionnent en synergie et se renforcent entre eux. Au-delà du rôle central que la Commission devra jouer, celle-

ci n'est ni en capacité ni légitime pour fixer la vision d'ensemble.

Offrir une perspective commune

Car, comme souvent, des outils ont été créés au niveau européen, mais le cap reste à définir. Et, celui-ci ne peut être que celui d'une défense européenne : A quoi sert la CSP si elle n'est qu'un cadre pour des coopérations interétatiques quelles qu'elles soient (au même titre que l'OTAN, l'OCCAR⁽¹⁾, etc.) ? Quelle est la valeur ajoutée européenne si ces instruments ne permettent pas l'émergence de biens

communs, allant au-delà du seul périmètre géographique des coopérations concernées ? Il est aujourd'hui certain que nous devons sortir de l'ambiguïté constructive, qui prévaut depuis de nombreuses années. L'Autonomie

stratégique européenne, élément pourtant majeur de la Stratégie globale de l'Union « accueillie » par le Conseil européen en 2016, n'est guère définie et peine à produire pleinement des effets. Sans cap, point de salut. En particulier dans le domaine de la défense. C'est le principal atout du projet d'armée européenne, porté notamment par la France, l'Allemagne et l'Espagne : offrir une perspective commune, tracer un chemin assurant la cohérence d'ensemble.

Car, l'enjeu est désormais celui-là. Passer d'une logique de réponse à des besoins purement nationaux, si possible agrégés, à celle d'un projet politique commun répondant à des besoins communs. Autrement dit de faire advenir l'unité dans la diversité. 

Édouard Simon, directeur du bureau de Bruxelles

¹ L'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) rassemble depuis 2011 six pays : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, la Belgique et l'Espagne.

CONFRONTATIONS EUROPE NOS PROPOSITIONS DÉFENSE

- ▶ **Adopter au plus vite, pour le Parlement et le Conseil**, la proposition de Règlement créant le Fonds Européen de Défense et son budget de 13 milliards d'euros afin que celui-ci puisse entrer en fonction le 1^{er} janvier 2021. Les règles du fonds doivent notamment assurer que celui-ci permette de délivrer les capacités militaires et industrielles dont l'Europe a besoin pour devenir autonome stratégiquement et non seulement celles dont les États membres ont besoin dans leurs approches nationales.
- ▶ **Assurer les plus hauts niveaux** ¹⁾ de cohérence entre les différentes initiatives lancées par l'UE depuis 2016 et ²⁾ d'engagement des États membres et des industriels pour atteindre l'objectif d'autonomie stratégique de l'UE. Cela passera notamment par la création au sein de la Commission d'une Direction Générale regroupant les politiques ayant un impact pour la défense et les secteurs revêtant un caractère stratégique (spatial, aéronautique, cyber).
- ▶ **Lancer un processus de planification de défense** (« Livre Blanc ») afin de permettre le développement d'une approche commune de la défense européenne en termes d'ambitions, de méthodes et de moyens. Dans ce cadre, le projet politique de création d'une armée européenne offre un horizon logique, souhaitable et crédible.